

Le Cercle des économistes et « Le Monde » lancent l'édition 2019 du Prix du meilleur jeune économiste, qui récompense les travaux de chercheurs pour leur excellence académique et leur pertinence dans l'actualité

La science économique à l'âge de la méfiance

Redonner ambition et légitimité

S'ils veulent contribuer efficacement aux débats publics, les économistes doivent être capables de bâtir des solutions alternatives, mais aussi d'en fixer les règles de mise en œuvre, affirment deux d'entre eux, André Cartapanis et Jean-Hervé Lorenzi

Par **ANDRÉ CARTAPANIS** et **JEAN-HERVÉ LORENZI**

Tous les ans, le Cercle des économistes et *Le Monde* distinguent parmi les nombreux jeunes économistes français celle ou celui qui semble avoir le mieux fait progresser les concepts, les idées et les propositions en matière de politique économique, ou de prise de décision au sein des entreprises. Mais ce prix n'a jamais été la reconnaissance d'une carrière purement académique. Son originalité est de mettre en valeur la capacité des lauréats d'être à l'écoute de la réalité économique d'aujourd'hui et à la recherche permanente des solutions à apporter aux problèmes les plus urgents.

Or les économistes n'échappent pas à la défiance dont sont l'objet les experts, en France comme à l'échelle de la planète (vision réductrice de la société, fondamentalisme de marché, modèles purement virtuels...). Ces critiques témoignent d'une méconnaissance des exigences méthodologiques de tout travail de recherche et d'une ignorance des renouvellements apportés par les économistes à leur pratique scientifique, surtout depuis la crise. Mais cela ne signifie pas que les économistes répondent au mieux aux défis que rencontrent aujourd'hui les entreprises ou les Etats.

UNE SCIENCE... ET UN ART

On assiste d'abord à une fuite en avant, celle d'une discipline qui se rêve en science dure quelque peu désincarnée. Non pas qu'il faille oublier tout ce que nous avons appris grâce à la modélisation et aux capacités d'analyse de problèmes particulièrement complexes qu'offre la puissance de l'économétrie. Mais il faut user de ces outils pour relever les défis actuels et comprendre les blocages qui inhibent la sortie de crise et l'émergence d'un nouveau régime de croissance, les causes et les effets des stratégies non-coopératives des gouvernements populistes.

Il nous faut attaquer de front ce qui fait le monde de ce début du XXI^e siècle : les inégalités excessives de revenus et de patrimoines, l'impact décevant de la révolution numérique, l'émergence d'une économie de services où les gains de productivité s'effondrent, la remise en cause du multilatéralisme, la financiarisation explosive, les effets de long terme du réchauffement climatique, l'impact du vieillissement des populations sur les dépenses publiques et la capacité d'innovation. Voilà un agenda qui doit redonner à notre discipline tout à la fois son ambition et sa légitimité.

Mais nous sommes également responsables de la rigueur des débats sur les réformes à opérer, en France comme sur le plan international. Ce mot de réforme est tellement galvaudé, tellement stigmatisé, tellement associé au recul, qu'on finit par

craindre de l'utiliser. Il n'empêche, nous ne pouvons pas laisser prospérer la déferlante de solutions simplistes, de propositions non élaborées, de critiques non étayées.

L'économie n'est pas seulement une science de nature à isoler des relations, à comprendre les interdépendances entre les marchés, à simuler les effets d'un choc. C'est aussi un art, qui recouvre des compétences dans l'action, une façon de conduire le changement, de contextualiser les stratégies ou les politiques de réforme, de transposer des principes en mesures d'application, de prendre en compte ex ante les résistances prévisibles

Or l'analyse économique est trop souvent déficiente, par exemple s'agissant de la flexibilisation du marché du travail, des effets d'un relèvement du salaire minimal, d'un changement dans la fiscalité de l'énergie, ou de la lutte contre le réchauffement... Dans ces domaines, les économistes savent définir ce que pourraient être les nouvelles situations d'équilibre, jugées plus efficaces, voire optimales. Mais sans qu'ils débouchent sur les mêmes recommandations politiques, car la pluralité des modèles conduit à une diversité des réponses. Seuls les gouvernements, les partenaires sociaux, les électeurs devront démocratiquement arbitrer, mais en connaissance de cause, pas sur la base d'une « fake economics ».

Pour alimenter ces débats, les économistes doivent aussi s'intéresser à la mise en œuvre des réformes. Le cheminement vers un nouvel équilibre issu de la réforme fait partie du problème, dans des contextes nationaux ou conjoncturels évidemment bien plus complexes que les hypothèses des modèles théoriques, notamment sous l'angle de l'acceptabilité sociale, des enjeux de répartition et de la soutenabilité politique. C'est souvent le plus difficile.

C'est ce qu'Esther Duflo exprime en souhaitant que les économistes soient en même temps des scientifiques, des ingénieurs et des plombiers. S'ils veulent contribuer efficacement aux débats publics, les économistes doivent aussi, dans leurs travaux, être capables de bâtir des solutions alternatives, d'en mesurer les qualités et les défauts et, surtout, après avoir justifié avec rigueur un choix de réforme, d'en fixer les règles de mise en œuvre. En un mot, s'intéresser à la boîte à outils et mettre les mains dans le cambouis.

L'ambition du Prix du meilleur jeune économiste, décerné par *Le Monde* et le Cercle des économistes, depuis sa création, en 2000, est justement de contribuer à la légitimité de l'analyse économique, en visant à distinguer non seulement l'excellence de la production académique des candidats, mais aussi leur contribution au débat et leurs propositions en matière de politique économique ou de prise de décision des acteurs privés. En n'oubliant pas que leur discipline est un art tout autant qu'une science. ■

André Cartapanis est président du jury du Prix du meilleur jeune économiste
Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes

Eclairer les décisions, et non décider

La crise des « gilets jaunes » est un des symptômes de l'effondrement de la confiance envers les experts, observe le professeur Pierre Dockès

Par **PIERRE DOCKÈS**

Dix ans après la grande récession de 2008, nous connaissons aujourd'hui une crise de confiance tous azimuts dans une société marquée par l'anomie, où s'observent la déconstruction des règles sociales et, pour la grande majorité, l'effondrement des « capacités » individuelles et collectives, des moyens légaux de peser. La défiance s'exprime à l'égard des corps intermédiaires – églises, syndicats, partis, représentation politique –, de tous les détenteurs de pouvoir, particulièrement les médias. Après le sauvetage – nécessaire – des banques, en partie responsables de la crise, la défiance envers la finance est extrême. L'espérance d'un avenir meilleur pour soi et ses enfants s'est effondrée (sept Français sur dix croient qu'il sera pire). Les combats ne sont que défensifs, éviter que le monde se

défasse davantage... La grande vague née avec les Lumières, celle de la croyance au progrès et aux vertus du progrès, pourrait bien s'être retournée. Et l'anticipation du déclin est autoréalisatrice.

Cette défiance n'est pas sans fondements. D'un côté, la productivité n'augmente plus. De l'autre, les inégalités de revenus et de fortune, les inégalités territoriales, les inégalités d'accès à l'éducation et à la santé continuent de croître, même en France, en dépit d'une importante redistribution; la classe moyenne s'appauvrit. Et ces deux phénomènes se renforcent l'un l'autre. Les politiques de l'offre se sont avérées coûteuses, inégalitaires et peu efficaces; elles ont négligé les effets négatifs d'une faiblesse de la demande sur l'investissement matériel et humain; elles ont renforcé les fractures sociales. Le démantèlement des contre-pouvoirs à la toute-puissance du marché a conduit, non à une soudaine passion pour le lucre, mais à un système de cupidité destructeur du lien social. La théorie du ruissellement, cette thèse d'Ancien Régime, en est l'expression.

La méfiance à l'égard des économistes n'émane pas seulement de la reine d'Angleterre! Sans doute est-elle en partie irrationnelle et n'est-elle qu'un aspect d'une défiance générale envers les experts, mais les économistes portent leur part de responsabilité. Le carriérisme, l'inutile sophistication des modèles, qui s'appa-

rente souvent à de l'art pour l'art, la segmentation des savoirs, le biais libéral du mainstream, l'impérialisme de la discipline et l'oubli des autres sciences sociales continuent d'avoir des conséquences négatives. Les économistes sont souvent tentés d'outrepasser leur rôle, qui est d'éclairer les décisions et non de décider des fins. Le poids du milieu et des revues scientifiques, le jeu des intérêts, leur font négliger le nécessaire pluralisme.

DES VOIES CONTRADICTOIRES

La crise de défiance généralisée, l'anomie sociale, les inégalités, le déclassement des couches moyennes, la faiblesse des gains de productivité et de pouvoir d'achat, la hausse des dépenses contraintes et, surtout, la perte de l'espoir en l'avenir conduisent à une lutte des classes à la fois pré-moderne et post-moderne. Les sociétés énervées (aux deux sens du terme) recherchent des voies contradictoires, celle des Nuit debout et des Occupy ou celle d'un populisme autoritaire.

L'exception française a produit la révolte antisystème des « gilets jaunes ». Dans la défiance générale, elle a pris des accents sans-culotte ou boulangistes. Une « émotion populaire », comme on disait au XVIII^e siècle, où se mêlent violence et démocratie directe, pulsions autoritaires, revendications légitimes et propositions de café du commerce. Elle est porteuse d'espoirs et de craintes. Elle est guettée par le populisme et pourrait déboucher sur des temps ingouvernables. Mais elle peut aussi bien permettre d'infléchir la trajectoire politique vers la reconstruction de contre-pouvoirs aux grands intérêts économiques. Les économistes ont un rôle à jouer en rappelant simplement que la politique est l'art du possible, que le possible n'interdit pas les alternatives, seulement les contradictions. ■

Pierre Dockès est professeur émérite à l'université Lyon-II et membre du Cercle des économistes

Appel à candidatures pour le prix 2019

Le prix 2019 du Meilleur Jeune Economiste sera attribué par *Le Monde* et le Cercle des économistes en mai 2019. Peuvent concourir tous les économistes français âgés de moins de 41 ans au 1^{er} juin 2019, issus du monde universitaire ou des grandes écoles, en France ou à l'étranger, dont les travaux présentent un caractère appliqué, et qui permettent de promouvoir le débat public. Au-delà de leur production académique, les candidats doivent mettre en avant leur contribution à la politique économique ou à la prise de décision parmi les acteurs privés ou publics, en débordant éventuellement vers d'autres sciences sociales. Les candidats doivent adresser au Cercle des économistes (zoe.martigny@cercledeconomistes.fr), au plus tard le 31 janvier 2019, une déclaration de candidature, un CV détaillé, les cinq publications leur paraissant les plus représentatives de leur production scientifique, ainsi qu'une note de synthèse d'une page tout au plus, soulignant l'intérêt et l'originalité de leurs apports.

Pour une science économique ouverte

La discipline a élargi ses préoccupations et s'est ouverte au croisement des méthodes, estime la professeure Françoise Benhamou

Par **FRANÇOISE BENHAMOU**

Certains économistes parmi les plus célèbres ont su s'évader des territoires auxquels ils étaient assignés. Adam Smith rédigea un essai sur l'imitation dans les arts. Keynes n'hésita pas à s'insurger contre l'importance des réparations réclamées à l'Allemagne. Becker ouvrit la question de la famille à la science économique. Et c'est une politologue américaine, Elinor Ostrom, qui reçut avec Oliver Williamson le prix Nobel d'économie en 2009 « pour son analyse de la gouvernance économique et, en particulier, des biens communs ».

Mise en cause pour sa faible capacité de prédiction et pour le caractère monolithique de certaines de ses hypothèses, l'économie s'est ouverte à la faveur d'un quadruple mouvement : élargissement du champ, enrichissement des données, évolution des méthodes, construction d'un dialogue interdisciplinaire.

Premièrement, le champ de l'analyse économique s'est considérablement élargi et renouvelé, bien au-delà du cœur de la discipline (micro et macroécono-

mie), vers de nombreuses thématiques sectorielles (économie de la santé, de l'éducation, de la culture) et de nouveaux modèles (économie des secteurs non marchands, des biens communs, etc.).

Deuxièmement, le big data et l'ouverture des données publiques autorisent des recherches d'ampleur; on pense aux travaux sur les inégalités, la fiscalité, les épidémies... Cela implique de nouvelles compétences, notamment en informatique pour l'extraction et le tri des données.

ÉCONOMIE EXPÉRIMENTALE

Troisièmement, la méthodologie évolue à grands pas. Les recherches témoignent du souci d'intégrer finement la prise en compte de l'ensemble des déterminants des comportements. Dès la fin des années 1940, Herbert Simon introduisit le concept de rationalité limitée, reconnaissant la pauvreté de l'hypothèse, qui prévalait jusqu'alors dans une large partie des travaux économiques, d'un individu informé et doté de capacités cognitives lui permettant d'optimiser ses choix. Une autre voie qui s'est avérée parmi les plus prometteuses est celle de l'économie expérimentale, dans la lignée des travaux de Daniel Kahneman et de Vernon Smith (tous deux prix Nobel en 2002). A la manière d'un physicien, l'économiste teste la validité des résultats des théories économiques par le biais d'expériences de laboratoire, au cours desquelles il lui est possible d'observer et de comprendre les facteurs qui affectent les comportements et la prise de décision.

Autre exemple, l'action publique peut être évaluée grâce à des outils robustes :

tester une mesure sur une population tirée au sort – tandis qu'une autre population témoin n'en bénéficie pas – permet d'évaluer objectivement les chances d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé. Sans relever des mêmes méthodes, des recherches ont aussi permis d'intégrer la confiance, les émotions, les processus affectifs dans l'analyse économique.

Quatrièmement, de nouvelles ouvertures pluridisciplinaires, de nouvelles approches croisées débordent largement le seul champ de la sociologie ou de l'histoire. La psychologie ou les neurosciences ont ouvert de nouvelles perspectives.

C'est un défi que de s'engager dans ces voies nouvelles : d'un côté, les économistes acceptent de rompre avec le confort de leur discipline pour que d'autres champs viennent irriguer leurs travaux; et d'un autre, ils étendent leur domaine de compétence vers de nouveaux horizons... au risque d'être accusés de visées hégémoniques. Comme le note Jean Tirole, « l'économie est au service du bien commun; elle a pour tâche de rendre le monde meilleur ». C'est plus vrai encore lorsque les économistes acceptent, en explorant ces nouveaux territoires, en confrontant leurs modèles aux résultats de l'expérimentation, en important des outils ou résultats venus d'autres disciplines, de faire évoluer leurs modèles et de demeurer modestes dans leurs préconisations. ■

Françoise Benhamou est professeure à l'université Paris-XIII et membre du Cercle des économistes